



Aline Lo Tulala, Grand témoin

“Aline, pouvez-vous vous présenter ?

Aline Lo Tulala, militante contre les passoires thermiques au sein de l'Alliance citoyenne 93 et actuellement suppléante de Bastien Lachaud, député sur Aubervilliers et Pantin et membre de l'Union populaire. En même temps, je suis aide-soignante de fonction et je travaille dans le secteur social.

Comment définiriez-vous une personne en situation de précarité énergétique ?

C'est une personne qui vit dans un logement souvent très mal isolé. Comme c'est très mal isolé, cette personne a beau chauffer, il fait trop chaud l'été et trop froid l'hiver, et les factures d'électricité ne cessent d'augmenter et deviennent très chères.

Quels sont les impacts de la précarité énergétique sur les personnes ?

On a très chaud l'été et trop froid l'hiver, ce qui provoque des problèmes de santé. L'hiver, on peut développer des bronchites chroniques, comme c'est le cas pour les personnes asthmatiques et les enfants. Et dans ce genre de logements, il y a des problèmes d'humidité parce qu'on essaye de chauffer comme on peut, mais on ne peut pas non plus trop augmenter, parce qu'on sait qu'on va payer beaucoup plus cher. Pourtant, on est bien obligé de chauffer pour se protéger du froid. Comme ce n'est pas assez et qu'on a toujours trop froid, il faut se couvrir en plus de se chauffer.

Cela peut-il avoir d'autres impacts, par exemple sur le budget des ménages ?

Il y a des problèmes de finance dans ces foyers qui peuvent aller jusqu'au surendettement. C'est un cercle vicieux parce qu'il n'y a pas que la précarité énergétique, il y a la précarité par rapport à la qualité de vie. On se prive de beaucoup de choses, de vacances, de sorties, tout cela provoque un certain isolement et ça peut aller jusqu'à une certaine pauvreté. En fait, seul on ne peut pas y arriver. D'où, l'Alliance Citoyenne que j'ai rejointe. Je suis l'une des porte-paroles des habitants. Il faut se battre, parce qu'il y a des propriétaires privés mais il y a aussi le parc social.



Quels mots utiliseriez-vous pour raconter les années où vous avez vécu dans une passoire ?

Un cauchemar. J'ai des enfants. À l'époque, j'étais mariée et aide-soignante, et mon mari travaillait, mais malgré cela, payer le loyer et 400 euros d'électricité, comme nous n'avions pas d'APL, c'était difficile. Alors, ça crée une certaine frustration et un mal-être social. Pendant un long moment, la VMC a été en panne et ils ont mis des mois à venir réparer. Il y avait des moisissures sur les murs, dans les chambres. Quand on en arrive là, à part mes proches, mes parents, mon père, ma mère, mes frères, mes sœurs, pensez-vous que je pouvais recevoir les amis ? Mais, j'ai accepté de montrer aux autres les moisissures. C'était ma façon à moi de combattre le problème. D'autres personnes ont refusé de donner accès à leurs logements, mais moi je l'ai fait. J'ai été relogée. Il faut oser.

Pouvez-vous nous raconter votre combat ?

On a eu affaire à toute une allée de pavillons à Aubervilliers qui étaient des passoires thermiques. C'est beaucoup, et, en même temps, c'est ça qui a fait notre force parce qu'on s'est regroupé.e.s pour pouvoir lutter et obtenir des résultats. Dans un premier temps On a fait du porte-à-porte auprès des habitants. En grande majorité, ils sont en colère parce qu'ils ne s'en sortent pas financièrement, et que rien n'est fait au niveau de l'OPH (l'Office public de l'habitat). On essaie de voir avec eux ce qu'ils pensent qu'on devrait faire pour interpellier les bailleurs. Il y a des réunions qui sont organisées pour pouvoir discuter des actions à mettre en place, notamment l'interpellation de la nouvelle maire quand elle est arrivée. On a interpellé aussi des candidats aux régionales, Julien Bayou et son équipe, j'ai même interpellé Emmanuelle Wargon, la ministre du logement qui a fait passer un décret en 2021 où elle avait réussi à faire sortir les logements F et G des passoires thermiques. Or, un logement est considéré passoire thermique quand il est considéré F ou G dans les diagnostics DPE. On a fait une pétition, "Aline" qui a circulé et qui était à destination de la ministre. La fondation Abbé Pierre nous a rejoints, le CLER, Greenpeace ce qui a fait qu'on était en force et qu'on a pu interpellier la ministre.

On a beaucoup parlé récemment de précarité énergétique, pensez-vous qu'il y a une prise de conscience dans la population et du côté des pouvoirs publics ?

Pour qu'il se passe quelque chose, il faut que tout le monde se mobilise. Nous, à la Maladrerie, on est peut-être en train de gagner, même si on n'a pas fini sur cette allée. Mais, il y a plus de 5 millions de passoires : il faut que les gens puissent se mobiliser partout.